



RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2002 B 00462
Numéro SIREN : 403 448 608
Nom ou dénomination : 21 X 29,7

Ce dépôt a été enregistré le 23/12/2015 sous le numéro de dépôt 42213

"21 X 29,7"

Société à Responsabilité Limitée au capital de € 40 000
Siège social : 61, rue Louis Girard 92240. MALAKOFF
RCS NANTERRE B 403 448 608

GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE NANTERRE
23 DEC. 2015
DEPOT N° 42213

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2015

Enregistré à : SIE D'ISSY-LES-MOULINEAUX
Le 18/12/2015 Bordereau n°2015/1 777 Case n°60
Emregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant payé : cinq cents euros
Commissaire aux Comptes
Contrôleur principal
des Finances Publiques

L'an deux mille quinze,
Le trente novembre à 19 heures,
Les associés de la S.A.R.L. 21 x 29.7 se sont réunis au siège social de la société, sur convocation du gérant.

SONT PRESENTS

Madame Stéphanie LE BIHAN, épouse PAOLI, associée, propriétaire de	100 parts
Monsieur Richard PAOLI, associé Gérant, propriétaire de	<u>400 parts</u>
Total	<u>500 parts</u>

Tous les associés étant présents, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Richard PAOLI, préside la réunion en sa qualité de Gérant.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- ❖ Augmentation du capital par incorporation de réserves,
- ❖ Modifications corrélatives des statuts,
- ❖ Pouvoirs en vue des formalités.

Il donne lecture de son rapport, puis précise que tous les documents prescrits par les textes en vigueur ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus.

L'Assemblée, sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport du gérant, décide d'augmenter le capital d'une somme de 210 000 € (deux cent dix mille euros) pour le porter de 40 000 € (quarante mille euros) à 250 000 € (deux cent cinquante mille euros) par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « report à nouveau ».

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de l'élévation de la valeur nominale des 500 (cinq cents) parts de 80 € (quatre-vingt euros) à 500 € (cinq cents euros) chacune.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, la collectivité des associés décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

« ARTICLE SIXIEME : APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été apporté une somme
en numéraire de..... 50 000,00 Francs

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date
du 24 novembre 1999, le capital a été augmenté d'une somme de 200 000,00 Francs

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date
du 20 décembre 2001, le capital a été augmenté
d'une somme de 12 382,80 Francs

Total 262 382,80 Francs

soit 40 000 euros

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date
du 30 novembre 2015, le capital a été augmenté
d'une somme de 210 000 euros

Total 250 000 euros



ARTICLE SEPTIEME : CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de 250 000 euros (deux cent cinquante mille euros). Il est divisé en 500 (cinq cents) parts numérotées de 1 à 500, de 500 euros (cinq cents euros) chacune, lesquelles sont attribuées respectivement à :

Monsieur Richard PAOLI, propriétaire de 400 parts numérotées de 1 à 400.

Madame Stéphanie LE BIHAN, propriétaire de 100 parts numérotées de 401 à 500.

Total égal au nombre de parts
composant le capital social..... 500 parts »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 20 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par tous les associés présents.

Monsieur Richard PAOLI

Madame Stéphanie LE BIHAN



**COPIE CONFORME
LA GERANCE**



STATUTS

21 x 29,7

Société à Responsabilité Limitée au capital de € 250 000

Siège social : 61, rue Louis (Grand) 92240 MALAKOFF

RCS NANTERRE B 403 448 608

MIS A JOUR SUITE AGE DU 30 NOVEMBRE 2015

**COPIE CONFORME
LA GERANCE**



ARTICLE PREMIER : FORME

Il est formé entre les soussignés une Société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, par le Décret n° 67-236 du 23 mars 1967 et tous textes subséquents, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE DEUXIEME : OBJET

La Société a pour objet en FRANCE ou hors de FRANCE, pour son propre compte ou pour le compte de tiers :

. La conception, la création, la réalisation et le conseil en communication générale ou publicitaire.

. Aux effets ci-dessus, outre les activités de styliste qui seront aussi les siennes, la Société mettra en oeuvre ou aura recours à toutes les techniques existantes à ce jour ou qui se développeront dans l'avenir en matière, notamment mais non exclusivement, de graphisme, d'illustration de photographie, de photogravure, etc...

et d'une façon générale, la propagation, l'édition, la diffusion, la conservation et la commercialisation, ensemble ou séparément, de tous sons, images ou imprimés dans tous les domaines techniques, artistiques, culturels ou autres de la pensée humaine.

De même, la Société effectuera toutes opérations civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières, industrielles ou financières susceptibles de favoriser le développement de la Société et se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE TROISIEME : DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

21 x 29.7

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE QUATRIEME : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **61, rue Louis Girard à 92240. MALAKOFF**

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville, par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en France en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE CINQUIÈME : DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation, prévu aux présents statuts.

ARTICLE SIXIEME : APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été apporté une somme
en numéraire de..... 50 000,00 Francs

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date
du 24 novembre 1999, le capital a été augmenté d'une somme de 200 000,00 Francs

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date
du 20 décembre 2001, le capital a été augmenté
d'une somme de 12 382,80 Francs

Total 262 382,80 Francs

soit 40 000 euros

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date
du 30 novembre 2015, le capital a été augmenté
d'une somme de 210 000 euros

Total 250 000 euros

ARTICLE SEPTIEME : CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de 250 000 euros (deux cent cinquante mille euros). Il est divisé en 500 (cinq cents) parts numérotées de 1 à 500, de 500 euros (cinq cents euros) chacune, lesquelles sont attribuées respectivement à :

Monsieur Richard PAOLI, propriétaire de 400 parts
numérotées de 1 à 400.

Madame Stéphanie LE BIHAN, propriétaire de 100 parts
numérotées de 401 à 500.

Total égal au nombre de parts
composant le capital social..... 500 parts

ARTICLE HUITIEME : AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social pourra être augmenté ou réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Toutefois, le capital social et la valeur nominale des parts sociales ne pourront être réduits au-dessous du minimum fixé par la Loi.

ARTICLE NEUVIEME : REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résultera des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

Un compte ou un extrait de ces actes certifiés par l'un des gérants pourra être délivré à chaque associé sur sa demande et à ses frais.

ARTICLE DIXIEME : INDIVISIBILITE DES PARTS

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les copropriétaires d'une part indivise, héritiers ou ayants cause d'un associé décédé, sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire. A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir, ainsi que de droit, pour faire désigner par justice un mandataire chargé de représenter tous les copropriétaires.

Les usufruitiers et nu-propriétaires devront également se faire représenter par l'un d'entre eux. A défaut d'entente, la Société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu-propriétaire, quelles que soient les décisions à prendre.

ARTICLE ONZIEME : DROITS DES PARTS

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existantes, dans les bénéfices de la Société et dans l'actif social.

ARTICLE DOUZIEME: RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts.

Toutefois, il est rappelé, qu'en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le Tribunal de Commerce pourra décider que les dettes sociales seront supportées par les gérants ou associés ainsi qu'il est précisé par l'article 54 de la Loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE TREIZIEME : ADHESION AUX STATUTS

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières, en quelques mains qu'elles passent.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions collectives des associés.

ARTICLE QUATORZIEME : CESSIONS DE PARTS

Les cessions de parts doivent être constatées par acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la Société qu'après avoir été signifiées à la Société par acte extrajudiciaire ou acceptées par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Elle ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées au conjoint, à un ascendant, à un descendant, ou à des personnes étrangères à la Société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social et dans les conditions prévues par l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE QUINZIEME : TRANSMISSION DES PARTS

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Toutefois, le conjoint ou un héritier, ne peut devenir associé qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus dans le délai de trois mois à compter de son refus d'acquérir ou de faire acquérir à un prix fixé dans les conditions prévues par la loi.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par décision de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social saisi par Ordonnance de Référé.

Les sommes dues porteront intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, la cession initialement projetée peut se réaliser.

ARTICLE SEIZIEME : NANTISSEMENT DE PARTS SOCIALES

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues à l'article 45, alinéas 1er et 2, de la Loi du 24 juillet 1966, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

ARTICLE DIX-SEPTIEME : POUVOIRS DES GERANTS

Le ou les gérants ont, ensemble ou séparément, s'ils sont plusieurs, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social.

En conséquence, le gérant ou chacun des gérants a la signature sociale, mais il ne pourra en faire usage que pour les affaires de la Société.

ARTICLE DIX-HUITIEME : OBLIGATIONS DES GERANTS

Les gérants sont tenus de consacrer à la Société tout le temps et les soins nécessaires à sa bonne marche.

ARTICLE DIX-NEUVIEME : RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la Société.

Ils sont responsables, conformément au droit commun, soit envers la Société, soit envers les tiers des infractions aux dispositions de la Loi du 24 juillet 1966 et des lois subséquentes, des violations des présents statuts et des fautes par eux commises dans leur gestion.

ARTICLE VINGTIEME : REMUNERATION DES GERANTS

Chacun des gérants a droit, en rémunération de son travail, et indépendamment de ses frais de représentation, voyages et déplacements, à un salaire annuel, fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel.

Le taux et les modalités de ce salaire sont fixés par délibération collective "ordinaire" des associés et maintenus jusqu'à décision contraire.

ARTICLE VINGT-ET-UNIEME : CESSATION DES FONCTIONS DE GERANTS

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social, et par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement à la fin d'un exercice et à charge de prévenir les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE VINGT-DEUXIEME : DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite des associés, dans les conditions prévues par la Loi du 24 juillet 1966 et les textes subséquents.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par les gérants.

ARTICLE VINGT-TROISIEME : DECISIONS COLLECTIVES « ORDINAIRES »

Sont dites « ordinaires » les décisions collectives qui n'ont pas pour objet des modifications à apporter aux statuts.

Conformément à l'article 59 de la Loi du 24 juillet 1966, les décisions ordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée ; ces décisions ne peuvent porter que sur des questions ayant fait l'objet de la première consultation.

ARTICLE VINGT-QUATRIEME : DECISIONS COLLECTIVES « EXTRAORDINAIRES »

Sont dites « extraordinaires » les décisions collectives qui ont pour objet des modifications à apporter directement ou indirectement aux statuts.

Conformément à l'article 60 de la Loi du 24 juillet 1966, les décisions « extraordinaires » ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société ou obliger l'un des associés à augmenter son engagement social.

ARTICLE VINGT-CINQUIEME : DROIT DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social la délivrance certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

Tout associé a le droit à toute époque de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants : comptes de résultat, bilans, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices.

ARTICLE VINGT-SIXIEME : EXERCICE SOCIAL - INVENTAIRE

L'exercice social commence chaque année le 1er janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Exceptionnellement, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, pour se terminer le 31 décembre 1996.

Il est tenu des écritures des affaires sociales, suivant les lois et usages du commerce.

Il doit être établi à la fin de chaque exercice social, par les soins de la gérance un compte de résultat, un inventaire général de l'actif et du passif de la Société, un bilan résumant cet inventaire et une annexe.

ARTICLE VINGT-SEPTIEME : APPROBATION DES COMPTES

Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, le bilan et l'annexe établis par le ou les gérants, sont soumis à l'approbation des associés réunis en l'assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée prévue au précédent alinéa.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

ARTICLE VINGT-HUITIEME : REPARTITION DES BENEFICES ET DES PERTES

Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite de tous frais généraux et charges sociales de toute nature, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et de toutes réserves ou provisions pour risques commerciaux et industriels décidés par la gérance, constituent des bénéfices nets. Sur ces bénéfices, il est prélevé successivement :

-cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième ;

-le solde est réparti à titre de dividende entre les associés gérants, et non gérants, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, reporter à nouveau ou affecter à la création de toutes réserves, générales ou sociales, dont ils déterminent, s'il y a lieu, l'emploi et la destination, tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant, sans qu'aucun d'eux puisse en être tenu au-delà du montant de ses parts.

ARTICLE VINGT-NEUVIEME : AVANCE EN COMPTE COURANT - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DES GERANTS OU ASSOCIES

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en compte courant, les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, des délais de préavis pour retrait des sommes, etc., sont arrêtés, dans chaque cas, par accord entre la gérance et les intéressés.

Il est interdit aux gérants et associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendants et descendants, ainsi qu'à toute personne interposée.

Le gérant présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés. L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant,

et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

ARTICLE TRENTE : COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si les associés décident de nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes, ceux-ci choisis sur la liste visée à l'article 219 de la Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, sont nommés pour une durée de six exercices. Leurs pouvoirs, leurs fonctions, leurs obligations, leurs responsabilités, leurs révocations et leurs rémunérations sont ceux prévus par la Loi du 24 juillet 1966 et les décrets subséquents.

ARTICLE TRENTE ET UNIEME : CAUSES DE DISSOLUTION

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, les associés décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu, à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE TRENTE-DEUXIEME : LIQUIDATION

A l'arrivée du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonctions, ou par un liquidateur nommé par les associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions collectives "ordinaires", le tout sous réserve des articles 390 à 401 de la Loi du 24 juillet 1966, ainsi que des articles 266 à 271 du Décret du 23 mars 1967.

ARTICLE TRENTE-TROISIEME : TRANSFORMATION

Les associés pourront décider la transformation de la présente Société en Société commerciale de toute autre forme, dans les conditions prévues à l'article 69 de la Loi du 24 juillet 1966, sans que cette transformation puisse être considérée comme donnant naissance à un être moral nouveau.

ARTICLE TRENTE-QUATRIEME : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux du ressort du siège social.